

AG POUR DÉCIDER LA GRÈVE POUR LE RETRAIT DE LA LOI BLANQUER POUR LE RETRAIT DE LA LOI FONCTION PUBLIQUE

Une urgence : le retrait de la loi Blanquer

Partout se multiplient avec les organisations syndicales, les initiatives pour bloquer le projet Blanquer. Ainsi en Indre-et-Loire, les professeurs s'organisent, le Président de la République ayant annoncé sa venue à Amboise, le 2 mai, dans le cadre du 500^{ème} anniversaire de la mort de Léonard de Vinci. Les professeurs d'italien, langue vivante que la réforme du lycée et du baccalauréat met en péril, se préparent à dénoncer cette opération. Les enseignants du collège Malraux d'Amboise ont rédigé un appel: « *Les personnels du collège André Malraux réunis ce jour en heure mensuelle d'information proposent à l'ensemble des collègues du 1^{er} et 2nd degré du secteur d'Amboise, en perspective de préparer la mobilisation à la rentrée contre le loi Blanquer, de se réunir dès la première semaine pour envisager de se mettre en grève le jour de la venue de M. Macron le 2 mai à Amboise.* »

Les AG, la préparation de la grève et de ses suites sont à l'ordre du jour

Les vacances n'ont pas interrompu cette mobilisation puissante. Ainsi dans le Vaucluse, par exemple, à l'appel de FO, FSU, CGT, SUD, un premier tract d'alerte a été diffusé aux parents d'élèves et aux citoyens, le 4 avril, de nouvelles diffusions sont prévues les 26 avril et 3 mai. Une AG départementale avec les syndicats est prévue le 9 mai. Dans l'Ain, une nouvelle affiche est publiée sur les conséquences de la loi Blanquer et de ses contre-réformes dans les 1^{er} et 2nd degrés. Une réunion publique est organisée le 2 mai. Dans les Hauts-de-Seine, à la veille des vacances, à Nanterre, l'AG départementale avec les syndicats FO, SUD, CGT appelle à la grève le 9 et à une AG de grévistes le jour même pour discuter des suites. A Villeneuve-la-Garenne, une AG de ville est prévue le 9. Partout, les personnels s'organisent pour le retrait du projet école de la confiance et des contre-réformes : baccalauréat, lycée,

Parcoursup. Partout, ils s'organisent pour que la mobilisation soit la plus puissante possible dès le retour des vacances et mettent en discussion la poursuite de la mobilisation.

Une urgence : le retrait de la loi « transformation de la fonction publique » de Darmanin

Les personnels prennent connaissance du projet de loi « transformation de la fonction publique » du ministre Darmanin. Cette loi, c'est l'explosion du statut de fonctionnaire d'Etat, la porte ouverte aux ruptures conventionnelles pour supprimer des postes, remettre en cause les droits attachés au statut avec la suppression des CAP. Sur le modèle des ordonnances Macron, Darmanin, met en place comme dans le privé, l'inversion de la hiérarchie des normes. Les salariés ont dit non pour le privé, ils disent non pour la fonction publique.

Une urgence : bloquer cette politique qui attaque les droits, les acquis, notre modèle social

L'ensemble des fédérations de fonctionnaires appelle à la grève le 9 mai contre le projet de loi Darmanin.

La FNEC FP-FO, la CGT éduc et SUD éducation, appellent ensemble dans l'éducation nationale à la grève pour le retrait du projet de loi confiance.

Ces deux projets de loi ne sont ni amendables, ni négociables : mobilisation générale pour le retrait.

Le SNFOLC avec la FNEC FP-FO appelle les personnels à amplifier les AG pour décider la grève le 9 mai et ses suites.

